

# Directions syndicales : pas une rentrée de classe

dimanche 14 septembre 2014, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 11 septembre 2012).

En cette rentrée, les attaques contre toutes et tous se conjuguent avec une crise politique qui se nourrit des errements d'une classe politique d'autant plus indifférente aux oppriméEs qu'elle vit en osmose avec les plus riches. Face à ces attaques, les directions syndicales hésitent, au mieux, à engager les nécessaires batailles...

## Des soutiens à peine critique

Pour la CFDT et ses ombres CFE-CGC et CFTC, il s'agit d'un soutien à peine critique à la politique gouvernementale. Pour Berger, tout peut se discuter, se négocier. Seule la remise en cause des 35 heures suscite une molle condamnation. Sur les seuils sociaux, le travail du dimanche, « *il faut plus de dialogue social* », laissant entendre qu'il pourrait y avoir des compensations à ces reculs. Quant au Crédit d'impôt compétitivité emploi et au Pacte de responsabilité, pour Berger : « *Le patronat n'a pas passé la vitesse supérieure. Il doit aller plus vite. Il faut qu'il fasse son boulot !* » Et d'appeler le gouvernement à pousser les patrons à signer des pactes de reculs sociaux, en échange de contreparties.

Lundi 25 août, la FSU a « *redit avec force la nécessité d'intensifier la priorité à l'École pour permettre la réussite de tous les jeunes et en finir avec les sorties sans qualification du système éducatif (...) et détaillera ses propositions et ses demandes lors de la conférence de presse (...) le mercredi 10 septembre au CESE* ». Dépassement d'effectifs, manque de postes, accroissement des inégalités, rythmes scolaires, intensification du travail : rien ne suscite critiques ou revendications. Quant à l'action... Au total, une discrétion qui le dispute à celle de Force ouvrière qui nous a pourtant habitués à des déclarations tonitruantes, souvent en décalage avec l'activité sur le terrain.

## Construire les mobilisations, vraiment...

Solidaires est, elle, engagée dans les mobilisations immédiates, comme la journée du 23 septembre en défense de l'hôpital, et devrait participer aux discussions sur la participation à la journée du 16 octobre.

Pour la CGT, la situation est évolutive. Fin août, Lepaon présentait un programme très étalé partant de la mobilisation des retraitéEs le 30 septembre à « *une journée nationale d'action interprofessionnelle début 2015 sur les thématiques salaires, industrie et service public dont les formes sont à travailler* », en passant par « *une initiative nationale coordonnée sur les questions de santé et de sécurité sociale le 16 octobre, en amont de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale par l'Assemblée nationale* » qui « *pourrait prendre la forme d'un rassemblement national autour des salariés de la santé, des organismes sociaux et des territoires proches de l'Île-de-France, associée à une implication territoriale forte, sous des formes diversifiées* ».

Adossées à la redondante référence aux difficultés de syndicalisation, ces propositions ont évolué sous la pression des initiatives et des exigences portées par des structures intermédiaires (syndicats, UD, fédérations). Ainsi, pour répondre à la journée du 23 septembre à laquelle la fédération santé et

la confédération refusent d'appeler malgré l'engagement des nombreux syndicats CGT, la confédération met l'accent sur la journée du 16 octobre. Dans le même sens, cette journée pourrait commencer par un rassemblement devant le Mondial de l'automobile, jusque-là refusé par la fédération de la métallurgie...

### **Et rompre avec le dialogue social**

Ces positionnements peuvent évoluer au fil des semaines. L'accentuation de la crise politique et des rejets qu'elle suscite, la proximité des élections dans la fonction publique, peuvent pousser à des radicalisations de discours et une préparation plus déterminée des actions. Mais la participation aux multiples réunions dans le cadre du dialogue social (Pacte de compétitivité, seuils sociaux, travail du dimanche, etc.) continue à brouiller les messages. Le discrédit de la politique du gouvernement justifie plus que jamais le boycott de ces réunions, au mieux trompe-l'œil, au pire caution voir soutien aux mesures de régression sociale.

**Robert Pelletier**

---

---

**P.-S.**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 255 (11/09/2014). <http://www.npa2009.org/>